

Pour les 70 ans de la Nakba palestinienne, nous appelons à un renforcement de la solidarité internationale

Ce 15 mai marque le 70e anniversaire de la Nakba palestinienne, le mot arabe utilisé pour signifier une catastrophe ou une tragédie. Ce fut le cas de la création unilatérale de l'Etat d'Israël à cette date en 1948, à travers le nettoyage ethnique planifié. Pendant cette période, 800 000 habitants palestiniens furent expulsés de leurs terres - l'équivalent des deux tiers de la population - et plus de 500 villages furent détruits. Le mouvement sioniste, qui visait la création d'un Etat juif homogène en Palestine, à travers la colonisation, en alliance avec l'impérialisme du moment, a mis en oeuvre son intention. En 1967, il a progressé vers le reste de la Palestine (22% du territoire), pour occuper militairement la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est. En tant que LIT-QI, nous appelons à la mobilisation dans tous les pays aux actions qui auront lieu à l'occasion de ces 70 années de résistance héroïque des Palestiniens.

Voici une déclaration de la LIT-QI (9.5.2018)

Nous appelons au renforcement de la solidarité internationale inconditionnelle jusqu'à la fin de l'Etat raciste d'Israël, la seule solution juste, qui concerne l'ensemble du peuple palestinien, fragmenté depuis la Nakba et dont la majorité est en hors de leurs terres.

Pour ces 70 ans, il est nécessaire de dénoncer la soi-disant « solution de deux Etats » - Israël et la Palestine - défendue par la majorité de la gauche mondiale et soutenue par des centaines de gouvernements. Cette proposition n'est rien d'autre que la légitimation des terres usurpées il y a 70 ans par Israël. En plus d'être injuste depuis toujours, elle est totalement non viable de par l'avancée coloniale du sionisme jusqu'à aujourd'hui et l'apartheid institutionnalisé.

Le droit légitime et inaliénable au retour sur leurs terres des cinq millions de réfugiés vivant dans des camps dans les pays arabes et des milliers dans la diaspora, ne peut être obtenu qu'avec un seul Etat palestinien libre, démocratique et laïc du fleuve à la mer. En fin de compte, où les expulsés de 1948 reviendraient-ils dans la proposition des « deux Etats » ? C'est le premier droit mis aux enchères dans cette soi-disant « solution » - comme en témoignent plusieurs « négociations de paix ». Les Accords d'Oslo signés entre l'Etat d'Israël et l'Organisation pour Libération de la Palestine (OLP) en 1993, avec les Etats-Unis comme intermédiaires, sont à juste titre qualifiés par beaucoup de Palestiniens de seconde Nakba : la colonisation des terres s'accélère, avec maintenant la collaboration de l'Autorité palestinienne, créée à la suite des accords, qui coopère avec Israël dans le domaine sécuritaire. Il est devenu plus facile pour le sionisme de coloniser les terres palestiniennes avec ce contre-maître pour réprimer la résistance.

Il est nécessaire de démystifier la solidarité exprimée par les secteurs de la

gauche qui nourrissent encore des illusions dans ce processus ou qui ne reconnaissent comme valables que des actions pacifiques. Cette formulation ignore la réalité de l'occupation israélienne et nie le droit légitime à la résistance par quelque moyen que ce soit contre cette situation. Elle exprime, en pratique, une capitulation à l'apartheid sioniste, qui a toujours utilisé la fausse propagande de « défense » et de « réaction » à la « violence ». Israël utilise même ce discours pour emprisonner pendant plusieurs années des enfants et des adolescents qui jettent des pierres contre leurs tanks. Guilherme Boulos, candidat à la présidence du Brésil pour le PSOL lors de son voyage en Palestine, a affirmé sa « solidarité avec le peuple palestinien et son soutien pour une solution pacifique au conflit dans la région ».

La « solution de deux Etats » ignore également les Palestiniens qui sont restés dans les territoires de 1948 - un million et demi à l'heure actuelle - soumis à des dizaines de lois racistes sous le joug de l'Etat d'Israël. Et elle légaliserait le régime d'apartheid institutionnalisé, auquel les Palestiniens sous l'occupation sont soumis quotidiennement en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est.

Complicité des gouvernements

A ce stade, il est important également de dénoncer la complicité historique des gouvernements du monde entier avec l'apartheid sioniste et la colonisation. La première expression de cela a eu lieu lors de l'Assemblée générale des Nations Unies le 29 novembre 1947, présidée par le Brésilien Osvaldo Aranha. La session a recommandé la division de la Palestine en un Etat juif et un Etat arabe et a donné au colonisateur près de la moitié des terres. Un feu vert pour le nettoyage ethnique qui a culminé dans la Nakba, lorsque l'Etat d'Israël s'est installé sur

78% de la Palestine historique. Massacres et expulsion furent le résultat direct de cette décision.

Le rôle néfaste du stalinisme dans ce processus est aussi évident. L'URSS de l'époque fut la première à reconnaître l'Etat d'Israël en fait et en droit, juste après sa création. Les Etats-Unis l'ont reconnu un peu avant dans les faits, mais pas dans le droit. Les pays du monde entier ont suivi l'impérialisme, approuvant la consolidation du projet colonial sioniste. Le stalinisme est allé même plus loin que sa complicité : il a fourni des armes via la Tchécoslovaquie pour le génocide dans 31 villages palestiniens et pour le nettoyage ethnique qui en a résulté pendant la Nakba.

Cette complicité perdure malheureusement, partout dans le monde. Le Marché Commun du Sud (Mercosur, composé du Paraguay, de l'Uruguay, de l'Argentine et du Brésil) a signé en 2007 l'Accord de libre-échange avec Israël, en vigueur depuis 2010. C'est le Brésil qui a malheureusement fait le premier pas dans cette direction. Pendant les gouvernements de Lula / Dilma, le pays est devenu l'un des cinq plus grands importateurs de technologie militaire israélienne - et ces accords continuent d'avancer avec le gouvernement Temer. Dès ce moment les portes de l'Amérique latine furent ouvertes à l'industrie de guerre israélienne - qui teste ses « produits » destinés à l'exportation sur ses cobayes : les Palestiniens. Des technologies qui sont également entre les mains de la police qui réprime, criminalise et promeut le génocide des Noirs et des pauvres dans les Etats brésiliens et dans d'autres pays. À l'occasion de ces 70 ans, il est nécessaire de renforcer l'appel de la société civile palestinienne pour le BDS (boycott, désinvestissement et sanctions) contre Israël et d'exiger la fin de ces accords.

Ennemis de la cause

A l'occasion de ces 70 ans, il faut encore démasquer les ennemis historiques de la cause palestinienne : la bourgeoisie palestinienne, les régimes arabes, l'impérialisme et le sionisme.

Le sionisme, initié vers la fin du 19e siècle et choisissant la Palestine comme lieu de création de l'Etat d'Israël à son premier congrès de Bâle, a toujours eu le projet de conquérir la terre et de travailler en alliance avec l'impérialisme du moment. Il a d'abord obtenu l'approbation de la Grande-Bretagne, qui a reçu un mandat sur la Palestine après la Première Guerre mondiale et qui était intéressée par l'alliance avec le sionisme dans une région stratégique.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le bâton est passé entre les mains des Etats-Unis. Aucun d'entre eux n'amènera la paix, évidemment, car ils ont intérêt à maintenir une enclave coloniale et militaire au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

La paix ne viendra pas non plus des régimes arabes, qui utilisent la cause palestinienne pour continuer à opprimer et exploiter la population dans leurs pays. Les régimes arabes ne promouvront jamais des actions concrètes pour la libération de la Palestine ; au contraire. Ils ont promis d'éviter la Nakba, mais ils n'ont fait aucun effort pour cela. Auparavant, avec la bourgeoisie locale justement, ils ont agi pour la défaite de la révolution de 1936-1939 contre la domination britannique et la colonisation sioniste - alors que les ouvriers et les paysans palestiniens se rapprochaient de la libération de leurs terres. Cette défaite fut décisive pour la Nakba quelques années plus tard, une fois que les dirigeants palestiniens avaient été exécutés, exilés ou emprisonnés, et la population complètement désarmée.

La bourgeoisie palestinienne, à l'époque comme aujourd'hui, de par ses intérêts de classe, ne mérite pas d'être considérée comme leader d'un processus de libération nationale. La libération



viendra des ouvriers unis aux paysans, sous une direction révolutionnaire.

Pour une alternative révolutionnaire et socialiste

L'OLP, fondée en 1964, a joué un rôle décisif dans la centralisation de la résistance palestinienne. Cependant, après la signature des Accords d'Oslo en 1993, elle a cessé de le faire. Son organisation principale, le Fatah, préside aujourd'hui l'OLP et l'Autorité palestinienne avec une politique de collaboration avec l'apartheid israélien.

Le Hamas, principal parti d'opposition au Fatah, fait partie de la résistance palestinienne. Cependant, son caractère bourgeois le pousse vers un accommodement avec l'Etat d'Israël, illustré dans la mise à jour de son manifeste.

Le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), principale organisation de gauche, intègre également la résistance palestinienne, mais capitule devant la direction de l'OLP et de l'Autorité palestinienne. En outre, le FPLP a tourné le dos aux révolutions arabes, soutenant le

maintien du dictateur syrien sanguinaire Bashar al Assad.

Il est nécessaire de construire une alternative révolutionnaire et socialiste pour unir les masses palestiniennes et arabes dans la perspective d'une Palestine laïque et démocratique, dans laquelle la population palestinienne puisse enfin décider de son destin, en vue de l'intégration à une fédération de républiques socialistes arabes.

Solidarité avec la Palestine

La bannière de la solidarité effective et active pour la cause palestinienne, symbole des justes luttes contre l'exploitation et l'oppression, doit être levée dans le monde entier. Elle doit s'inspirer de la résistance héroïque des Palestiniens, démontrée aujourd'hui dans la Grande Marche du Retour, depuis Gaza. Les 45 morts et plus de 5 500 blessés par l'Etat d'Israël dans les manifestations ne s'arrêtent pas là. Ce sont ceux qui n'ont rien à perdre, à qui les droits humains fondamentaux ont été refusés il y a 70 ans. Pour les Palestiniens, résister, c'est exister.

**Tous et toutes aux actions pour les 70 ans de la Nakba ! Boycott d'Israël !
Pour une Palestine libre, du fleuve à la mer ! Fin de l'Etat raciste d'Israël !
Pour la construction d'une alternative révolutionnaire et socialiste en Palestine !**



Ligue Communiste des Travailleurs

Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com - www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs

Ne jetez pas ce tract sur la voie publique, passez-le plutôt à un camarade. - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Elan, 73 - 1170 Bxl